



CETTE SEMAINE

LA RÉFORME EN ÉCHEC À
L'ASSEMBLÉE
LES MENSONGES DU
GOUVERNEMENT

ILS ONT OSÉ !

RN : OPPOSITION
EN CARTON

Après avoir été **inexistant** pendant toute la durée des débats, le RN a tenté de se faire passer pour un parti d'opposition en déposant une **motion de censure** vendredi, après la fin de l'examen de la réforme à l'Assemblée. Le groupe d'extrême droite ne trompe personne, ses député-es ont beau faire semblant de se soucier des questions sociales, **tous défendent le Capital**, leur cheffe la première. Sur France Info la semaine dernière Marine Le Pen défendait la **retraite à 67 ans** et refusait de faire contribuer les plus riches "des taxes, toujours des taxes". **Tous se sont abstenus** pour le rétablissement de l'**ISF**, la hausse de la **CSG sur les revenus du Capital**, la contribution exceptionnelle sur les **dividendes**... **Aussi inutile que nuisible, le RN est une arnaque.**

LE BULLETIN
CLOUET

Hadrien Clouet, député de la 1^{re} circonscription de la Haute-Garonne
TOULOUSE - BEAUZELLE - BLAGNAC - CORNEBARRIEU - MONDONVILLE

À L'ASSEMBLÉE

LA RÉFORME EN ÉCHEC À L'ASSEMBLÉE



L'examen de la réforme des retraites à l'Assemblée nationale s'est achevé vendredi 17 février. Après seulement **73 heures de débat** en hémicycle, les député-es **n'ont pas adopté le projet de loi**. À titre de comparaison, **122 heures** avaient été

consacrées à la précédente réforme des retraites en 2020, **finale**ment **abandonnée par Macron** au début de la crise sanitaire. Loin du "spectacle" et du "bordel" annoncé par les médias et le Gouvernement, cette séquence est une **victoire politique**. La grande majorité des Français-es ne voulant pas de cette réforme injuste, il était donc hors de question de la voter. Ce texte n'a **aucune légitimité parlementaire, et aucune légitimité populaire**.

Nous avons déposé plus de **13 000 amendements de fond**, et proposé des milliers de propositions de recettes : **taxer les super dividendes, faire contribuer les plateformes numériques** (Uber, Deliveroo, Airbnb...), appliquer l'**égalité salariale** réelle entre les femmes et les hommes (qui rapporterait **8 milliards d'euros** aux caisses de retraites), tant de moyens de prouver l'inutilité de la réforme. Le Gouvernement a quant à lui multiplié les **mensonges et les manœuvres politiques** depuis la présentation du projet de loi : véhicule législatif inadapté (texte budgétaire), utilisation de l'**article 47-1** de la Constitution pour réduire les débats, refus de reporter la niche parlementaire socialiste et de siéger les week-end, **exclusion du député insoumis Thomas Portes** pour avoir tweeté une photo ballon au pied... Tous les moyens sont bons pour déstabiliser l'opposition.

L'examen du texte va se poursuivre **au Sénat** du 28 février au 12 mars. les parlementaires des deux chambres auront ensuite **jusqu'au 28 mars** pour se prononcer sur la réforme. **En attendant la lutte continue, le 7 mars mobilisation générale !**

LES MENSONGES DU GOUVERNEMENT



Depuis la présentation du projet de réforme des retraites fin janvier, **les ministres disent tout et son contraire**. Pension minimale à 1 200 €, annuités requises pour partir à la retraite, nombre

de bénéficiaires des revalorisations... **Le Gouvernement a botté en touche** jusqu'aux dernières minutes des débats, incapable de répondre aux questions des député·es (mon discours à la tribune [ici](#)).

PENSION À 1 200 € : POUR QUI ?

"**Pension minimum à 1 200 €**", voici la promesse annoncée par le Gouvernement au lancement de sa réforme. Très vite, les ministres se sont ravisés : **1 200 € mais bruts, pour une carrière complète et pas pour tout le monde**. Olivier Dussopt annonçait alors que **225 000 personnes** seraient concernées par cette hausse des pensions de retraite. Quelques jours plus tard, ce chiffre était descendu à **40 000**. En réalité seules **quelques centaines de personnes** pourraient en bénéficier.

43 OU 44 ANNUITÉS ?

En plus d'être injuste, la réforme est d'une absurdité sans nom. **Selon l'âge de début d'activité, le nombre d'annuités requises diffère** : si je débute à **16 ans**, je dois cotiser **44 annuités**. Si je commence à **17 ans** c'est **43 annuités**. Mais si j'attends **18 ans** c'est à nouveau **44 annuités**. Réponse des ministres : "**44 annuités si l'on commence à un âge pair, 43 à un âge impair**". Ridicule, et pourquoi pas une différence de pension selon si l'on débute en semaine A ou en semaine B !

RIPOSTE



Hadrien Clouet @HadrienClouet · 14 févr.

On en arrive à un niveau d'absurdité : des députés Renaissance déposent des amendements pour annuler les amendements à venir de députés Renaissance.

C'est sans doute ça pour eux, l'économie circulaire.

[#ReformeDesRetraites](#)



53



210



617



23,4 k



REJOIGNEZ-NOUS

hadrien.clouet@assemblee-nationale.fr

facebook.com/HadrienClouet

[@HadrienClouet](https://twitter.com/HadrienClouet)

instagram.com/hadrienclouet

LES FEMMES, GRANDES PERDANTES



Elisabeth Borne l'a martelé sur tous les plateaux "**cette réforme est une réforme de justice pour les femmes**". Balayant d'un revers de main les problématiques d'inégalités salariales (en moyenne **les femmes gagnent 28,5% de moins que les hommes**), la Première ministre voulait faire croire à un projet de progrès vers l'égalité femmes-hommes. Evidemment **il n'en est rien**.

Il faut d'abord rappeler que les femmes ont souvent des carrières hachées, elles occupent **76% des emplois à temps partiel** (rapport d'Oxfam [ici](#)) et la majorité des postes les moins bien rémunérés (**63% des postes non qualifiés occupés par des femmes**). Alors avant de s'attaquer aux retraites, l'urgence est à l'égalité salariale. Payer les femmes comme les hommes à poste égal rapporterait **8 milliards d'euros aux caisses de retraites et rendrait le texte inutile**. Avec cette réforme, les femmes devront **travailler 2 ans de plus** pour espérer voir leurs pensions augmenter de **30 € brut** pour une carrière complète... **2 ans de pension en moins donc, soit 34 000 € de perdus**.